

PRS

Pour la République Sociale

prs31@wanadoo.fr



VIOLENCES URBAINES

Appel aux citoyens

Depuis plusieurs nuits, une vague de violence aveugle, destructrice, injuste déferle sur plusieurs quartiers populaires de Toulouse.

Les plus pauvres paient et les responsables politiques les plus à droite risquent d'en tirer des arguments... pour aggraver les politiques qui ont mis la France dans cet état ! Un état d'urgence sociale que l'état d'urgence du couvre-feu étouffera peut-être mais ne règlera pas.

Depuis 1789, la France s'est construite sur une valeur et une promesse : « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ».

Beaucoup ont lutté depuis deux siècles pour l'égalité des droits. Nous leur devons notamment **les services publics**. Toute personne, même née dans une famille pauvre, dispose à sa naissance d'un hôpital pour le soigner, d'une école pour l'éduquer, du droit de se loger, de se déplacer, de travailler... Nous leur devons aussi **l'égalité des citoyens, le refus des discriminations**. Nous leur devons **les droits arrachés un à un par la classe ouvrière**.

Ces acquis sont aujourd'hui en lambeaux.

- Les puissances de l'argent nous volent nos services publics. **Elles confisquent la propriété commune du peuple, le seul patrimoine de ceux qui n'en ont pas**. Aujourd'hui, elles s'approprient à faire main basse sur EDF avec la complicité du gouvernement Villepin.
- **La majorité ouvrière et employée de notre pays est taillable et corvéable à merci**. Elle subit le gel des salaires, la remise en cause du code du travail, les délocalisations, la pression du chômage de masse.
- Les Français, qui devraient être égaux, **sont triés selon leur couleur de peau, leur religion**, avec la complicité des communautarismes et des intégrismes.

Une majorité de Français rejette cette politique mais le gouvernement refuse de les écouter.

Les manifestations ? Il n'en tient aucun compte. Le vote ? Il n'en tient aucun compte.

A Marseille la grève RTM a même été déclarée illégale. Les lycéens mobilisés il y a quelques mois ont aussi été méprisés, puis réprimés par la force.

Nous appelons à ne pas laisser se développer la confrontation entre jeunes désespérés et policiers exaspérés.

Nous appelons à agir pour que la discussion et la raison l'emportent, pour que la lumière soit faite sur les incidents qui ont déclenché les affrontements, pour que les droits des plus pauvres, ceux de nos quartiers populaires soient enfin respectés.

Le pouvoir a choisi la politique du pire, ce gouvernement veut casser la République.

A cause de lui, aujourd'hui elle brûle.

Nous ne lui faisons aucune confiance.

Nous en appelons aux citoyens pour éviter le pire.